



**AGIR**  
contre l'ignorance  
et la censure :  
**camps de concentration,**  
**tel était leur nom**

Lors de la réunion du *CIIMER*, qui s'est tenue le 11 mars 2018 à Borredon,  
a été avancée la proposition suivante :

A partir de la prochaine *Journée de la Déportation* (29 avril 2018), prendre des  
photos symboliques autour de **PANNEAUX A CONFECTONNER SOI-MÊME** :  
“à telle date **ICI SE TROUVAIT LE CAMP DE CONCENTRATION DE tel lieu**”.

**Appel est lancé aux associations et personnes désireuses d'agir en ce sens.**

Les photos des panneaux (exemple ci-dessous)  
(peut-être en présence de personnes, drapeaux ou vestiges...)  
seront à envoyer à :

[amicale@campduvernet.eu](mailto:amicale@campduvernet.eu) et : [ciimercomite@orange.fr](mailto:ciimercomite@orange.fr)  
pour rediffusion massive ensuite.

Pour réfléchir aux raisons de cette campagne et la soutenir,  
on trouvera en p. “3” et “4” le “**Manifeste**” adopté en juin 2017  
et p. “5” une **carte des camps de concentration de France**

*(Docs tirés du bulletin n° 149, p. 3 à 5, 31/03/18, de l'AAGEF-FFI)*

En **NNNNNN**  
ici se trouvait le  
**CAMP DE**  
**CONCENTRATION**  
de **XXXXXXXX**

## AGIR contre l'ignorance et la censure : camps de concentration, tel était leur nom

Lors de la réunion du CIIMER, qui s'est tenue le 11 mars 2018 à Borredon, a été avancée la proposition suivante : autour de la prochaine *Journée de la Déportation* (29 avril 2018) organiser des actions symboliques autour de panneaux "à telle date ICI SE TROUVAIT LE

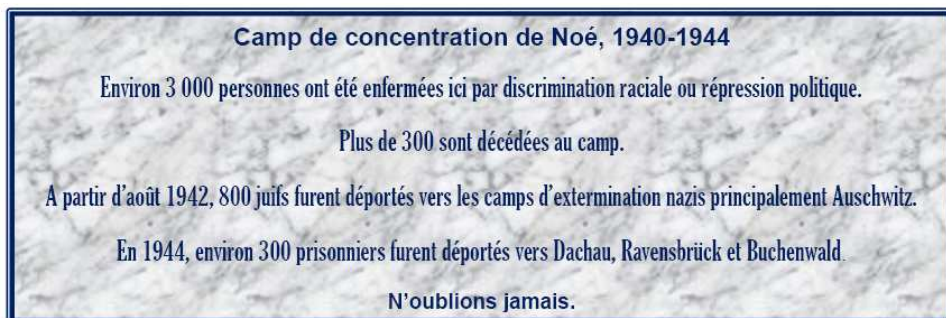
**CAMP DE CONCENTRATION DE tel lieu**". Dans les jours qui viennent un appel sera lancé aux associations et personnes désireuses d'agir en ce sens, un peu partout en France. Les photos des pancartes (éventuellement avec personnes, drapeaux, vestiges...) seront

à envoyer à : [amicale@campduvernet.eu](mailto:amicale@campduvernet.eu) et à : [ciimercomite@orange.fr](mailto:ciimercomite@orange.fr) pour rediffusion massive ensuite. Pour contribuer à cette campagne, nous republions le "Manifeste" adopté l'an passé ainsi qu'une intéressante carte des camps de concentration de France (en page 5).

### Avant-propos : contexte de la démarche exprimée ci-après

Depuis 2010, un large collectif d'associations et de personnalités a œuvré en faveur de l'érection d'un mémorial sur le site de l'ancien camp de concentration de Noé (Haute-Garonne). Au terme d'une ample réflexion, le collectif a défini la plastique du monument et les messages qu'il portera, dont celui représenté ci-contre qui figurera en plusieurs langues sur le piédestal.

Dès 2012, le conseil municipal de Noé a apporté son soutien et offert un emplacement au cœur de l'ancienne emprise du camp. La finalisation matérielle et administrative du projet a été déléguée à un petit groupe issu du collectif : l'association *Mémorial de Noé*. En 2016, le conseil départemen-



tal de Haute-Garonne a accordé une subvention de 16 000 €.

Sollicitée par l'association *Mémorial de Noé*, la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* a fait connaître en avril 2017 qu'elle conditionnait son concours financier en ces termes :

"Après avoir consulté des historiens spécialistes sur les camps en France, je vous confirme que le Camp de Noé ne peut être considéré comme un

*camp de concentration : c'est un camp d'internement. Il est reconnu que le Struthof est l'unique camp de concentration sur le sol français.*

*Dans ces conditions nous ne pourrions soutenir un monument sur lequel l'information historiquement non valide « camp de concentration » serait apposée. Pouvez-vous nous soumettre une autre proposition de texte pour la plaque svp ?*

## MANIFESTE

texte adopté fin juin 2017

## LES CAMPS DE CONCENTRATION FRANÇAIS DE 1939-1944 : ENFERMEMENT, EXCLUSION, RÉPRESSION, DÉPORTATION

Mmes et MM., chers amis de la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*,

Nous soussignés, engagés pour faire connaître et reconnaître l'histoire de ceux qui furent captifs dans les camps de concentration de la III<sup>e</sup> République puis de l'État français, souhaitons vous informer que nous sommes en total désaccord avec votre affirmation : "*Le Struthof était l'unique camp de concentration sur le sol français*".

Considérant faits et documents, avec de nombreux experts et autorités de divers pays, nous continuerons de nommer *camps de concentration* ces lieux d'enfermement, d'exclusion, de misère, d'humiliation, de répression, de déportation, de rapatriements forcés qui fonctionnèrent à : Agde, Argelès-sur-Mer, Brens, Drancy, Gurs, Le Barcarès, Les Alliers, Les Milles, Le Récébédou, Le Vernet d'Ariège, Montreuil-Bellay, Poitiers, Noé, Rieucros, Rivesaltes, Ruelle, Saint-Cyprien, Saint-Sulpice, Septfonds, et autres lieux de France, sans oublier les camps d'Afrique du Nord.

**Camp de concentration** était l'appellation employée par le ministre de l'intérieur Albert Sarraut en 1939. Par circulaire du 10 janvier 1941, le ministre pétainiste de l'intérieur Mar-

cel Peyrouton tenta d'en réduire l'usage **en reconnaissant explicitement qu'elle était évocatrice de répression** [cf bulletin n° 140, page 5, 2015].

Malgré des variations lexicales édulcorantes, elle subsista [cf image ci-après]. Nous refusons que cette **appellation historique**, chargée d'injustices et de douleurs, soit exclusivement réservée aux seuls camps nazis de 1933-1945. **Nous refusons qu'elle soit censurée lorsqu'il s'agit des camps français** de 1939-1944.

Nous n'obligeons personne à l'employer, mais, conscients de nos devoirs vis-à-vis des générations passées et futures, nous ne transigeons pas avec notre propre **liberté d'expression**, laquelle n'attente à la dignité de personne, au contraire.

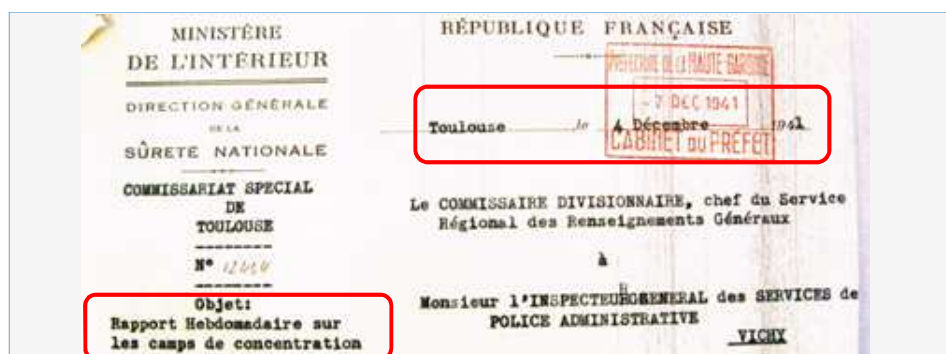
Pour transmettre l'Histoire il ne faut ni

**taire ni travestir la réalité**. L'appellation **historique** commune, *camps de concentration / Konzentrationslager*, a pris en France et en Allemagne diverses significations. Il convient de le dire et de l'expliquer.

Les éducateurs de toutes sortes peuvent et doivent discerner, en précisant *camps de concentration français* ou *camps de concentration nazis*. Ils peuvent et doivent aussi introduire des **appellations interprétatives**, à des fins didactiques, telles que *camps de répression*, *camps d'extermination* ou *centres de mise à mort*, selon les cas.

Toujours solidaires pour le progrès des connaissances, nous restons à votre écoute, bien cordialement,

Premiers signataires du manifeste, page 3 →

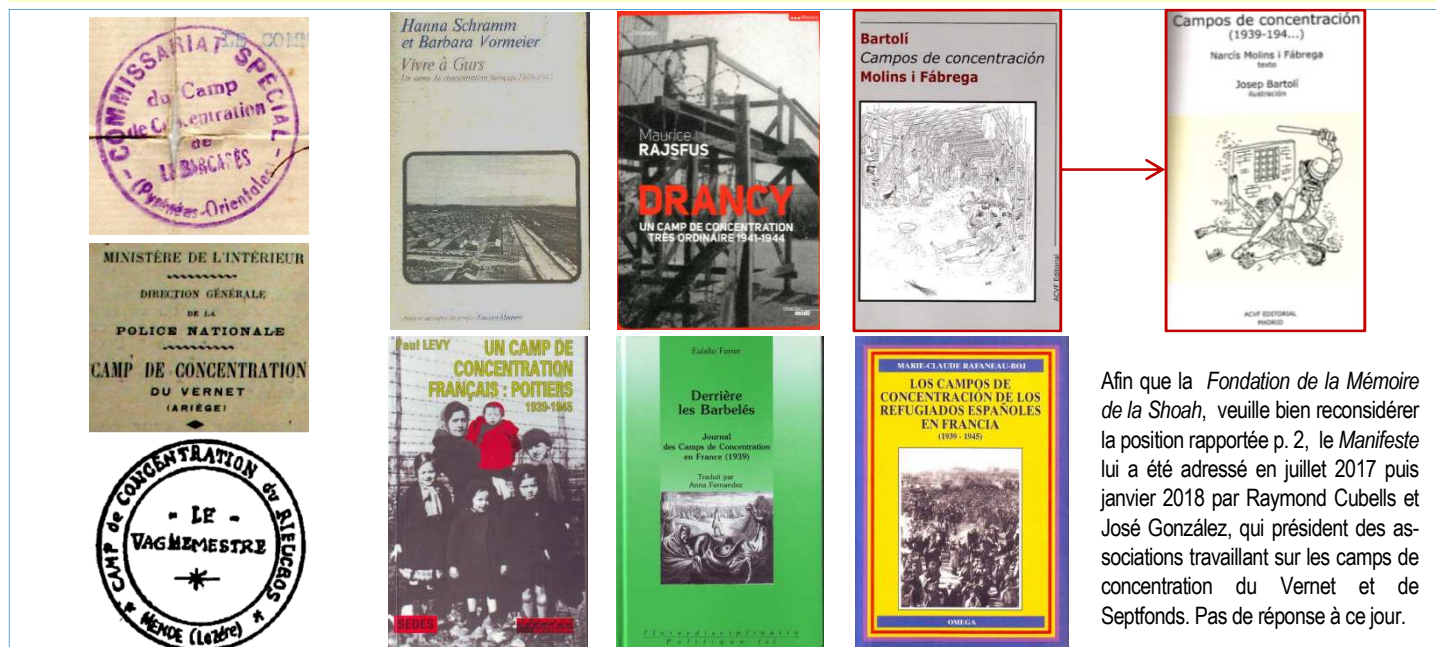


# MANIFESTE

signataires initiaux : 1<sup>er</sup> juillet 2017

## LES CAMPS DE CONCENTRATION FRANÇAIS DE 1939-1944 : ENFERMEMENT, EXCLUSION, RÉPRESSION, DÉPORTATION

- Associations :**
- Amical de Catalunya dels Antics Guerrillers Espanyols a França : Lluís Martí Bielsa, président
  - Amicale de la 35<sup>e</sup> Brigade FTP-MOI Marcel Langer : Carmen Lorenzi, présidente - André Magne, secrétaire
  - Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur : Raymond San Geroteo et Jeanine Garcia, vice-présidents
  - Amicale des Anciens Internés Politiques et Résistants du Camp de Concentration du Vernet d'Ariège : Raymond Cubells, président
  - Amicale des Déportés Résistants du Train Fantôme : Jean-Daniel Simonet et Guy Scarpetta, co-présidents
  - Amicale du Camp de Concentration de Septfonds - Mémoire de l'Espagne Républicaine en Tam-et-Garonne (MER 82) : Joseph González, président
  - Amicale pour Perpétuer le Souvenir des Internés de Rieucros et Brens : Angèle Bettini del Río, présidente, chevalier de la Légion d'Honneur
  - Andalucía en Toulouse : José Alonso, président
  - Associació Catalana d'Expresos Polítics del Franquisme : Carles Vallejó Calderón, président
  - Association des Retraités espagnols et européens de la Gironde : Pierre-Marie Estebanez, président
  - Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants (ANCAC, Midi-Pyrénées) : André Lieres, président
  - Association des Espagnols de Charente (APFEEF, camps de concentration de Ruelle et Angoulême) : Gregorio Lázaro, président
  - Ateneo Republicano en Bélgica : José Miguel Arranz, président
  - Chemins de l'Exil Républicain Espagnol dans l'Aude (CERE 11) : Nadine Cañellas, présidente
  - Círculo Republicano Manolín Abad (Huesca) : Carlos Escartín, président
  - Collectif pour la Mémoire Républicaine Espagnole (Allier) : Nadia Guillien, présidente
  - Federación Estatal de Foros por la Memoria : Arturo Peinado, président
  - Fils et Filles de Républicains Espagnols et Enfants de l'Exode (FFREEE) : Jacqueline Payrot, présidente
  - Fraïda An Maro Dji (Libres dans nos cœurs) (association tsigane) : Joseph Stimbach, président
  - La Comuna, Comisión por la recuperación de la Memoria del Nordeste-Segovia : Acacio Puig, ancien prisonnier du franquisme, président
  - Les Garibaldiens de Midi-Pyrénées : Henri Basso, président
  - Mémoire de la Résistance Saverdunoise (MRS) : Pierre Frayssines, président
  - Memoria en acción (Madrid) : Diego Molina Romero, président
  - Mémorial de la Base Sous-Marine de Bordeaux : Joan Fabra, président
  - Prayols, Résistances, Mémoires et Fraternité : Janine Pascal, présidente
  - Triangle Blau de Figueres-Girona / Associació per a la preservació i difusió de la Memòria Històrica : Lluís Fontané Massachs, président.
- Personnalités :**
- Angé Álvarez, commandeur de la Légion d'Honneur, ex résistant, 1<sup>er</sup> évadé du « Train Fantôme » ;
  - Angèle Bettini del Río, chevalier de la Légion d'Honneur, ex résistante prisonnière dans les camps de Rieucros, Brens, Le Récébédou, Gurs ;
  - Narcis Falguera, chevalier de la Légion d'Honneur, ex soldat républicain prisonnier dans les camps d'Argelès-sur-Mer, Le Barcarès, Septfonds, ex résistant ;
  - Michel Grasa, maire du Vernet d'Ariège, ex enfant captif, à 10 mois, avec sa mère réfugiée républicaine, au camp d'Argelès-sur-Mer ;
  - Numen Muñoz, fils de guérilleros, maire de Verniolle, vice-président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Foix en charge de la Culture, président de *Mémoire, Résistance en Ariège, Solidarité Transfrontalière* ;
  - Carmen Negrín, présidente d'honneur de la *Fundación Juan Negrín*, présidente du *Conseil de Pilotage du Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine* (CIIMER) ;
  - Laure Ríos, fille de Jesús Ríos, chef national des guérilleros espagnols en 1942-43, mort à Foix aux mains de l'ennemi ;
  - Jacques Sigot, historien local : camp de concentration de Montreuil-Bellay.



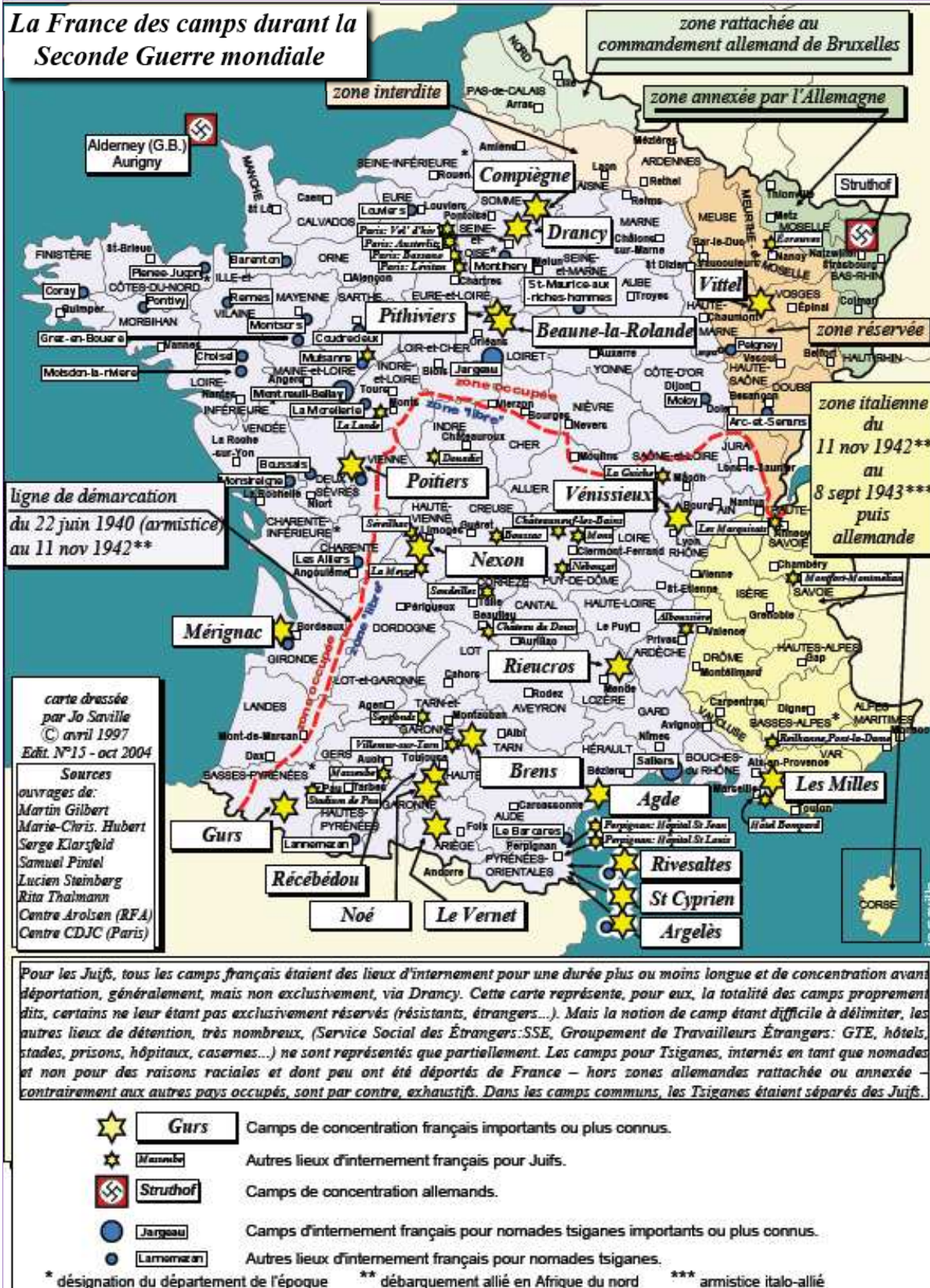
Afin que la *Fondation de la Mémoire de la Shoah*, veuille bien reconsidérer la position rapportée p. 2, le *Manifeste* lui a été adressé en juillet 2017 puis janvier 2018 par Raymond Cubells et José González, qui président des associations travaillant sur les camps de concentration du Vernet et de Septfonds. Pas de réponse à ce jour.

## Camps de concentration français : une carte utile pour réfléchir... sans préjugés ni censure

La carte ci-dessous a été dressée par Jo Saville pour l'Association des enfants cachés. Il s'agit de l'édition n° 15, publiée en octobre 2004. Comme expliqué dans le cartouche inférieur, elle vise à faire connaître le sort des Juifs. On note, qu'une vingtaine de camps,

marqués par une grande étoile jaune, sont désignés comme **des camps de concentration**. La carte signale aussi, par des cercles bleus, un ensemble de camps pour Tsiganes. Elle ne traite pas du sort des Espagnols, des Brigadistes et autres "indésirables étrangers".

Rappelons que le 1<sup>er</sup> convoi de déportation depuis la France (927 Espagnols) vers les camps nazis, partit du camp des Alliers (Charente, voir ici p. 7) vers Mauthausen le 20 août 1940. D'autres convois déportèrent des centaines d'Espagnols et de Brigadistes, dé-



but mars 1941, vers les camps pétainistes d'Afrique du Nord.

Septfonds est signalé par une petite étoile jaune car 300 Juifs y furent détenus (mais aussi environ 30 000 Espagnols). Bram (Aude) n'est pas figuré.

Cette carte contredit carrément la déclaration que la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah* a adressée à l'association *Mémorial de Noé* (voir ici p. 2). Elle contredit aussi la déclaration de la directrice du *Mémorial de Rivesaltes*, rapportée par *l'Indépendant* du 2 novembre 2015 : « **Rivesaltes n'a jamais été un camp de concentration** ».

Invitée le 25 novembre 2017 à Borredon, siège du CIIMER, la directrice a continué de refuser le débat historique pluraliste, lui préférant de très superficielles actions à visées esthétiques et personnelles, hypercentralisées, pour lesquelles les associations ne sont convoquées que comme rabatteurs.

Malgré nos demandes anciennes (bulletin n°140, p. 4-5, 2015 et n° 141, p. 7, 2016) réitérées le 25 novembre 2017, la directrice n'a pas consenti à faire corriger les panneaux du *Mémorial* qui situent à tort la fin de la Guerre d'Espagne en février (1) 1939 et l'ouverture

Ci-dessous le titre - tel que publié sur internet - d'une association créée à Toulouse le 3 mars 2008 (RNA : W313008647) dont nous avons

parlé dans le bulletin 140 (p. 2). Elle a été fondée par Édouard Drommschalager, dont les parents Lusia et Raphaël, internés à Rivesaltes furent déportés le 11/9/42 à Auschwitz où ils périrent.

du camp (de *concentration*, pourquoi le nier ?) de Rivesaltes au 14 janvier 1941 alors que des milliers d'Espagnols et de Brigadistes y étaient relégués en 1940 (références précises : bulletin n° 140, p. 5).

**ASSOCIATION DES ANCIENS INTERNES JUIFS DU CAMP DE CONCENTRATION DE RIVESALTES ET LEURS FAMILLES**

HF et JG